Filière
ADMINISTRATIVE

Catégorie **A**

Cadre d'emplois des ADMINISTRATEURS TERRITORIAUX

Références

- Décret n° 87-1097 du 30 décembre 1987 modifié portant statut particulier du cadre d'emplois des administrateurs territoriaux

- Décret n° 87-1098 du 30 décembre 1987 modifié portant échelonnement indiciaire applicable aux administrateurs territoriaux

Grades

- Administrateur du premier grade
- Administrateur du deuxième grade
- Administrateur du troisième grade

Nomination

- Le grade d'administrateur du premier grade est accessible soit par concours (en qualité d'élève administrateur) soit par promotion interne.
- Le grade d'administrateur du deuxième grade est accessible par avancement de grade.
- Le grade d'administrateur du troisième grade est accessible par avancement de grade.

Formations obligatoires dès la nomination

Formation initiale d'application

Liste d'aptitude après concours	*Liste d'aptitude au choix*
Elève du CNFPT pour une durée de 18 mois avec des sessions théoriques de 6 mois au moins et des stages pratiques accomplis auprès de collectivités territoriales ou d'établissements publics mentionnés en page 3 (voir "Seuils")	Pas de formation initiale d'application

+

Formation de professionnalisation au 1er emploi
(=adaptation au nouvel emploi)

Liste d'aptitude après concours	*Liste d'aptitude au choix*
entre 5 jours (durée plancher) et 10 jours (durée plafond), dans les 2 années suivant la nomination	3 mois dans les 2 années suivant la nomination

Fonctions / Seuils

Les administrateurs territoriaux exercent leurs fonctions dans les services des régions, des départements, des communes de plus de 40 000 habitants. Ils peuvent également exercer leurs fonctions dans les établissements publics locaux assimilés à une commune de plus de 40 000 habitants dans les conditions fixées par la section 2 du chapitre III du titre Ier du livre III du code général de la fonction publique. Ils sont placés, pour l'exercice de ces fonctions, sous l'autorité des directeurs généraux et directeurs généraux adjoints des services, des secrétaires généraux, secrétaires généraux adjoints, directeurs et directeurs adjoints de ces collectivités ou établissements.

Dans les collectivités et établissements mentionnés à l'alinéa précédent, les administrateurs territoriaux sont chargés de préparer et de mettre en œuvre les décisions des autorités territoriales. Ils assurent des tâches de conception et d'encadrement. Ils peuvent se voir confier des missions, des études ou des fonctions comportant des responsabilités particulières, notamment dans les domaines administratif, financier, juridique, sanitaire et social ainsi que dans les domaines des ressources humaines, du développement économique, social et culturel.

Ils ont vocation à diriger ou à coordonner les activités de plusieurs bureaux, d'un service ou d'un groupe de services.

Les membres du cadre d'emplois qui exercent leurs fonctions dans les offices publics de l'habitat de plus de 10 000 logements conservent leur qualité de fonctionnaire dans les conditions prévues aux IV à VI de l'article 120 de la loi du 26 janvier 1984 susvisée.

En outre, les administrateurs territoriaux peuvent, sous réserve du seuil démographique défini au premier alinéa, occuper l'ensemble des emplois administratifs de direction des collectivités territoriales et des établissements publics locaux assimilés, dans les conditions prévues par le chapitre III du décret n° 2026-484 du 10 juin 2026 portant dispositions statutaires applicables aux emplois fonctionnels administratifs de direction des collectivités territoriales et des établissements publics locaux assimilés.

Déroulement de carrière

Administrateur du premier grade

⇩

Avancement de grade

1° Justifier d'au moins 6 années de services effectifs dans le cadre d'emplois des administrateurs territoriaux ou dans un corps ou cadre d'emplois de niveau comparable

ET

2° avoir occupé pendant au moins 2 ans, au titre d'une période de mobilité, en position d'activité ou de détachement, dans les services de l'Etat ou de ses établissements, des établissements mentionnés à l'article 5 (fonction publique hospitalière) du code général de la fonction publique, ou dans une collectivité ou un établissement de l'article 4 du même code autre que celle ou celui qui a procédé à leur recrutement dans le cadre d'emplois des administrateurs territoriaux, ou dans les cas prévus à l'article 2 du décret n° 86-68 du 13 janvier 1986 relatif aux positions de détachement, hors cadres, de disponibilité, de congé parental des fonctionnaires territoriaux et à l'intégration, à l'exception des détachements prévus aux 10°, 11°, 12°, 15°, 16°, 20° et 21° de ce même article :

- soit un emploi correspondant au grade d'administrateur ;
- soit l'un des emplois fonctionnels mentionnés au chapitre III du décret n°202-484 du 10/06/2026 portant dispositions statutaires applicables aux emplois fonctionnels administratifs de directions des collectivités territoriales et des établissements publics locaux assimilés.

Les services accomplis en position de détachement dans un ou plusieurs emplois depuis la nomination dans le cadre d'emplois sont pris en compte pour le calcul des 6 années mentionnées au 1°.

Les administrateurs ayant bénéficié, à temps complet, pendant au moins deux ans, d'une décharge d'activité de service en application de l'article R214-26 du CGFP ou d'une mise à disposition auprès d'une organisation syndicale en application de l'article R213-3 du même code sont réputés satisfaire à la condition mentionnée au 2°.

Les administrateurs territoriaux qui justifient, avant leur nomination en cette qualité, d'une expérience professionnelle dans le secteur public ou le secteur privé d'une durée d'au moins 4 ans dans des fonctions d'un niveau équivalent à celles de la catégorie A peuvent être réputés avoir accompli la mobilité prévue au même 2°.

Les administrateurs territoriaux recrutés selon les modalités prévues à l'article 5 (promotion interne) du décret n°87-1097 du 30/12/1987 portant statut particulier des administrateurs territoriaux bénéficient d'une ancienneté acquise de 2 ans pour le calcul des services effectifs dans le cadre d'emplois.

Ne peuvent être pris en compte, au titre de la mobilité, les services accomplis dans un établissement relevant de la collectivité ou de l'établissement qui a procédé au recrutement ainsi que les services accomplis dans la collectivité de rattachement ou l'un de ses établissements lorsque le recrutement a été effectué par l'un des établissements de cette collectivité.

⇩

Administrateur du deuxième grade

⇩

Voir conditions page suivantes

⇩

Administrateur du troisième grade

Administrateur du premier grade

⇩

Voir conditions page précédente

⇩

Administrateur du deuxième grade

⇩

Avancement de grade (au choix)

1° Justifier de 16 années de services depuis leur nomination dans le cadre d'emplois des administrateurs territoriaux ou dans un corps ou cadre d'emplois de niveau comparable,

ET

2° Justifier de l'occupation, depuis la nomination au deuxième grade, d'au moins 2 emplois fonctionnels de direction pendant au moins 2 ans chacun, au titre d'une période de mobilité en position de détachement, dont l'un relevant :

a) Du premier niveau au sens du décret n°2026-484 du 10/06/2026, dans une collectivité ou un établissement mentionné à l'article 4 du CGFP (fonction publique territoriale)

OU

b) Du premier niveau au sens de l'article 2 du décret n°2022-1453 du 23/11/2022 relatif aux conditions de classement, d'avancement et de rémunération applicables à certains emplois supérieurs de la fonction publique de l'Etat, dans les services de l'Etat ou de ses établissements,

OU

c) D'un emploi de responsabilité équivalente à ce premier niveau dans la fonction publique hospitalière ou la ville de Paris.

Les services accomplis en position de détachement dans un ou plusieurs emplois sont pris en compte pour le calcul des services mentionnés au 1°,

Seuls peuvent être nommés au troisième grade les administrateurs territoriaux ayant occupé, au titre des périodes de mobilité prévues au 2°, des emplois fonctionnels de direction au sein de 2 collectivités ou établissements différents.

Ne peuvent être pris en compte, au titre de la mobilité, les services accomplis dans un établissement relevant de la collectivité qui emploie l'administrateur territorial ou, lorsque l'administrateur territorial est employé par un établissement, ceux accomplis dans la collectivité de rattachement ou dans un autre de ses établissements.

⇩

Administrateur du troisième grade

Rémunération et durée de carrière

Administrateur du premier grade

	Élève											
Échelons	**1**	**2**	**1**	**2**	**3**	**4**	**5**	**6**	**7**	**8**	**9**	**10**
Indices bruts	395	427	571	634	695	752	808	860	910	981	1042	1097
Indices majorés	374	384	488	536	582	626	668	708	746	800	849	893
Durées (1)	*1 a.*	*6 m.*	*1 a.*	*1 a.*	*1 a.*	*1 a.*	*1 a.*	*1 a.*	*1 a. 6 m.*	*1 a. 6 m.*	*1 a. 6 m.*	

Échelons	**10**	**11**	**12**	**13**	**14**	**15**	**16**	**17**	**18**	**19**	**20**	**21**
Indices bruts	1097	1152	1200	1243	1260	1267	1274	1280	1286	1293	1298	1301
Indices majorés	893	932	966	995	1007	1012	1017	1021	1025	1029	1032	1035
Durées (1)	*1 a. 6 m.*	*1 a. 6 m.*	*1 a. 6 m.*	*1 a. 6 m.*	*1 a. 6 m.*	*1 a. 6 m.*	*1 a. 6 m.*	*1 a. 6 m.*	*1 a. 6 m.*	*1 a. 6 m.*	*1 a. 6 m.*	

Échelons	**21**	**22**	**23**	**24**	**25**	**26**	**27**	**28**	**29**	**30**
Indices bruts	1301	1305	1310	1314	1317	1321	1325	1328	1332	1336
Indices majorés	1035	1038	1041	1044	1047	1050	1053	1056	1059	1062
Durées (1)	*1 a. 6 m.*	*1 a. 6 m.*	*1 a. 6 m.*	*1 a. 6 m.*	*1 a. 6 m.*	*1 a. 6 m.*	*1 a. 6 m.*	*1 a. 6 m.*	*1 a. 6 m.*	

(1) a.= an(s) ; m. = mois

Administrateur du deuxième grade

Échelons	**1**	**2**	**3**	**4**	**5**	**6**	**7**	**8**	**9**	**10**	**11**
Indices bruts	808	860	910	981	1046	1109	1178	1244	1309	1367	1427
Indices majorés	668	708	746	800	852	902	950	996	1040	1084	1127
Durées (1)	*1 a. 6 m.*	*1 a. 6 m.*	*1 a. 6 m.*	*1 a. 6 m.*	*1 a. 6 m.*	*1 a. 6 m.*	*1 a. 6 m.*	*1 a. 6 m.*	*1 a. 6 m.*	*1 a. 6 m.*	

Échelons	**11**	**12**	**13**	**14**	**15**	**16**	**17**	**18**	**19**	**20**	**21**
Indices bruts	1427	1487	1545	1593	1632	1662	1684	1699	1707	1715	1723
Indices majorés	1127	1169	1210	1244	1271	1293	1308	1318	1323	1328	1333
Durées (1)	*1 a. 6 m.*	*1 a. 6 m.*	*1 a. 6 m.*	*1 a. 6 m.*	*1 a. 6 m.*	*1 a. 6 m.*	*1 a. 6 m.*	*1 a. 6 m.*	*1 a. 6 m.*	*1 a. 6 m.*	

Échelons	**21**	**22**	**23**	**24**	**25**	**26**	**27**	**28**	**29**	**30**	**31**	**32**
Indices bruts	1723	1729	1736	1744	1752	1759	1766	1774	1783	1791	1799	1806
Indices majorés	1333	1337	1342	1347	1352	1357	1362	1367	1372	1377	1382	1387
Durées (1)	*1 a. 6 m.*	*1 a. 6 m.*	*1 a. 6 m.*	*1 a. 6 m.*	*1 a. 6 m.*	*1 a. 6 m.*	*1 a. 6 m.*	*1 a. 6 m.*	*1 a. 6 m.*	*1 a. 6 m.*	*1 a. 6 m.*	

(1) a.= an(s) ; m. = mois

Administrateur du troisième grade

Échelons	1	2	3	4	5	6	7	8	9	10	11
Indices bruts	1309	1367	1427	1487	1545	1598	1650	1697	1747	1792	1829
Indices majorés	1040	1084	1127	1169	1210	1248	1284	1317	1349	1378	1405
Durées (1)	*1 a. 6 m.*	*1 a. 6 m.*	*1 a. 6 m.*	*1 a. 6 m.*	*1 a. 6 m.*	*1 a. 6 m.*	*1 a. 6 m.*	*1 a. 6 m.*	*1 a. 6 m.*	*1 a. 6 m.*	

Échelons	11	12	13	14	15	16	17	18	19	20	21
Indices bruts	1829	1869	1901	1931	1960	1977	1990	2000	2006	2012	2019
Indices majorés	1405	1430	1452	1472	1490	1501	1509	1515	1520	1525	1530
Durées (1)	*1 a. 6 m.*	*1 a. 6 m.*	*1 a. 6 m.*	*1 a. 6 m.*	*1 a. 6 m.*	*1 a. 6 m.*	*1 a. 6 m.*	*1 a. 6 m.*	*1 a. 6 m.*	*1 a. 6 m.*	

Échelons	21	22	23	24	25	26	27	28	29	30
Indices bruts	2019	2025	2031	2037	2043	2049	2056	2062	2068	2074
Indices majorés	1530	1535	1540	1545	1550	1555	1560	1565	1570	1575
Durées (1)	*1 a. 6 m.*	*1 a. 6 m.*	*1 a. 6 m.*	*1 a. 6 m.*	*1 a. 6 m.*	*1 a. 6 m.*	*1 a. 6 m.*	*1 a. 6 m.*	*1 a. 6 m.*	

(1) a.= an(s) ; m. = mois

Grade transitoire d'administrateur territorial

(Reclassement des administrateurs généraux au 01/07/2026)

Échelons	1	2	3	4	5	6	7	8	9	10	11
Indices bruts	1109	1178	1244	1309	1367	1427	1487	1545	1596	1642	1699
Indices majorés	902	950	996	1040	1084	1127	1169	1210	1246	1278	1318
Durées (1)	*1 a. 6 m.*	*1 a. 6 m.*	*1 a. 6 m.*	*1 a. 6 m.*	*1 a. 6 m.*	*1 a. 6 m.*	*1 a. 6 m.*	*1 a. 6 m.*	*1 a. 6 m.*	*1 a. 6 m.*	

Échelons	11	12	13	14	15	16	17	18	19	20	21
Indices bruts	1699	1716	1746	1769	1794	1817	1829	1848	1860	1870	1878
Indices majorés	1318	1329	1348	1364	1379	1395	1405	1416	1424	1431	1436
Durées (1)	*1 a. 6 m.*	*1 a. 6 m.*	*1 a. 6 m.*	*1 a. 6 m.*	*1 a. 6 m.*	*1 a. 6 m.*	*1 a. 6 m.*	*1 a. 6 m.*	*1 a. 6 m.*	*1 a. 6 m.*	

Échelons	21	22	23	24	25	26	27	28	29	30	31
Indices bruts	1878	1885	1893	1900	1907	1914	1922	1930	1938	1946	1953
Indices majorés	1436	1441	1446	1451	1456	1461	1466	1471	1476	1481	1486
Durées (1)	*1 a. 6 m.*	*1 a. 6 m.*	*1 a. 6 m.*	*1 a. 6 m.*	*1 a. 6 m.*	*1 a. 6 m.*	*1 a. 6 m.*	*1 a. 6 m.*	*1 a. 6 m.*	*1 a. 6 m.*	

Échelons	31	32	33	34	35	36	37
Indices bruts	1953	1961	1969	1977	1985	1993	2000
Indices majorés	1486	1491	1496	1501	1506	1511	1515
Durées (1)	*1 a. 6 m.*	*1 a. 6 m.*	*1 a. 6 m.*	*1 a. 6 m.*	*1 a. 6 m.*	*1 a. 6 m.*	

(1) a.= an(s) ; m. = mois

Nouvelle Bonification Indiciaire (N.B.I.)

- Décret n°2006-779 du 3 juillet 2006 portant attribution de la nouvelle bonification indiciaire à certains personnels de la fonction publique territoriale.

Régime indemnitaire

- Indemnité de fonctions, de sujétions et d'expertise (I.F.S.E.)
- Complément Indemnitaire Annuel tenant compte de l'engagement professionnel et de la manière de servir (C.I.A.)